

Cote du document: EB 2011/102/R.21/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 12 b) iii)
Date: 11 mai 2011
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la Mongolie pour le Projet de développement des marchés et de la gestion des parcours

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Frits Jepsen
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2675
courriel: f.jepsen@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Fonctionnaire responsable des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent deuxième session
Rome, 10-12 mai 2011

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
Recommandation pour approbation	1
I. Le projet	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
II. Instruments juridiques et autorité	6
III. Recommandation	6
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
Appendices	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

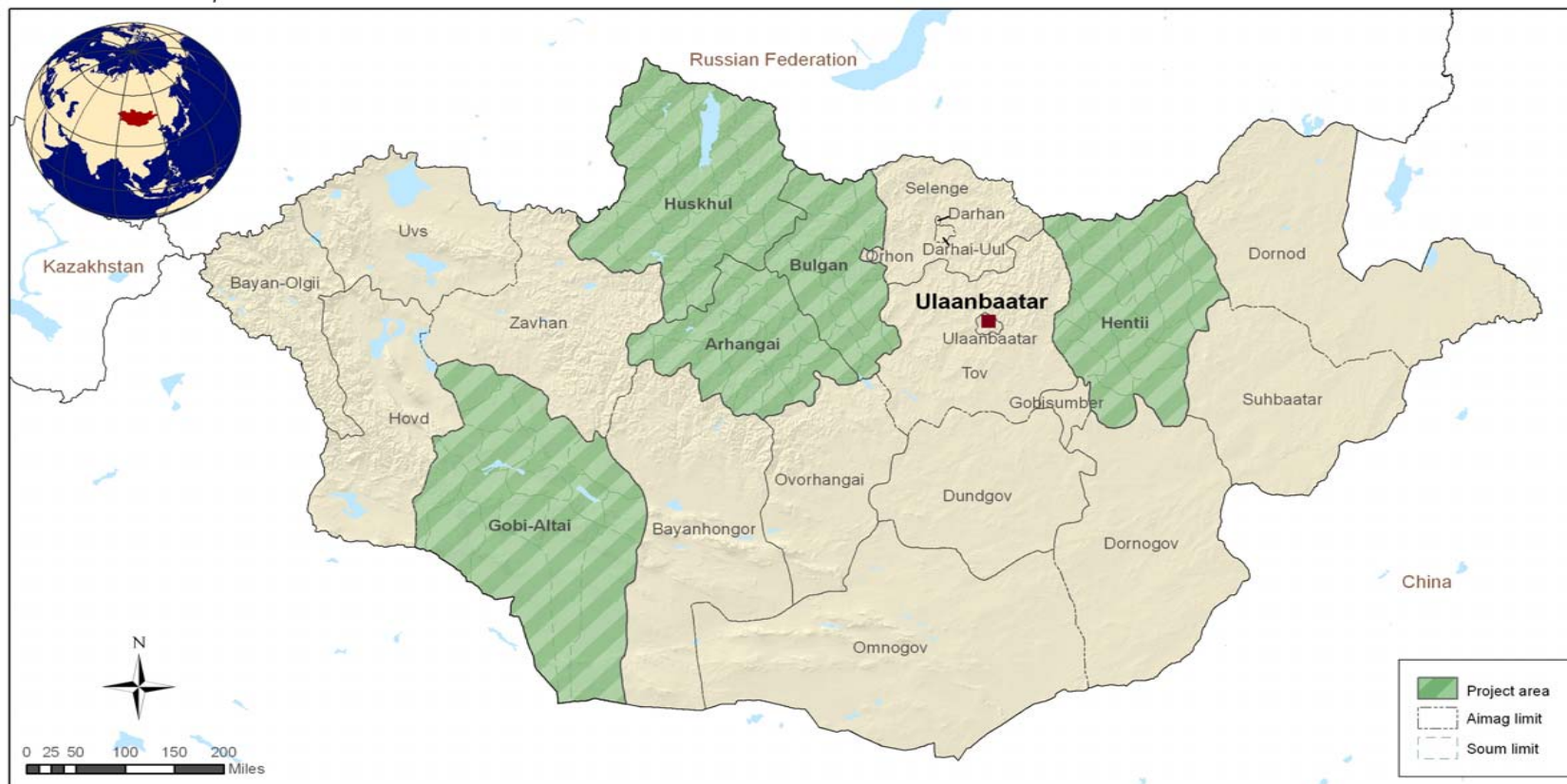
Sigles et acronymes

FEM	Fonds pour l'environnement mondial
SLP II	Projet en faveur de moyens de subsistance durables (phase II)
UGP	Unité de gestion du projet

Mongolia

Project for Market and Pasture Management Development

President's report



Carte de la zone du projet



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

8-10-2010

Mongolie

Projet de développement des marchés et de la gestion des parcours

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	Mongolie
Organisme d'exécution:	Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'industrie légère
Coût total du projet:	18,4 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	7,25 millions de DTS (équivalant approximativement à 11,5 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceurs:	Fonds spécial du FEM (Fonds pour l'environnement mondial) pour les changements climatiques Institutions financières participantes
Montant du cofinancement:	Fonds spécial du FEM pour les changements climatiques: 1,5 million d'USD Institutions financières participantes: 2,7 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Dons
Contribution de l'emprunteur:	0,9 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,8 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la Mongolie pour le Projet de développement des marchés et de la gestion des parcours, telle qu'elle figure au paragraphe 35.

Proposition de prêt à la Mongolie pour le Projet de développement des marchés et de la gestion des parcours

I. Le projet

A. Principal créneau de développement visé par le projet

1. La privatisation du cheptel, en 1992, qui s'est accompagnée d'un démantèlement du cadre institutionnel de gestion du bétail et des parcours, s'est traduite par une situation d'"accès ouvert" qui a provoqué une grave dégradation des sols et des parcours. Confrontés à un accès limité aux marchés d'exportation pour la viande et à un marché intérieur relativement restreint, les pasteurs ont réagi en augmentant la taille de leurs troupeaux (accumulation de richesse) et en se concentrant sur d'autres produits de l'élevage tels que le cachemire, la laine et, à proximité des centres urbains, les produits laitiers, à plus forte valeur ajoutée. Les éleveurs nomades et les agriculteurs sont généralement obligés d'accepter les prix du marché, étant pratiquement dépourvus de tout pouvoir de négociation. Dans le même temps, une contrainte majeure pesant sur les activités agro-industrielles de petite et moyenne dimension est l'approvisionnement irrégulier en matières premières et leur médiocre qualité. Les entreprises de transformation sont clairement intéressées par l'achat direct de matières premières de bonne qualité auprès des groupes de producteurs, de façon à raccourcir la chaîne d'approvisionnement. À l'heure actuelle, une bonne part de la valeur ajoutée résultant des chaînes de valeur est absorbée par des intermédiaires informels ou "changeurs", qui jouent un rôle nécessaire mais peu efficace et qui réalisent des marges bénéficiaires brutes représentant 40 à 50% du prix de gros des matières premières. Ainsi, l'association de mesures visant à diminuer la longueur et à accroître l'efficacité des chaînes de valeur agricoles est à même non seulement d'augmenter les revenus des ménages pastoraux, mais aussi de constituer les bases et les incitations financières sur lesquelles fonder une gestion rationnelle des ressources pastorales, ce qui permettra de réduire la dégradation des sols.

B. Financement proposé

Modalités et conditions

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la Mongolie un prêt d'un montant de 7,25 millions de DTS (équivalant approximativement à 11,5 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables pour contribuer au financement du Projet de développement des marchés et de la gestion des parcours. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

Systeme d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA

3. L'allocation fixée pour la Mongolie au titre du SAFP est de 11,5 millions d'USD sur les trois ans du cycle 2010-2012. Le prêt proposé épuisera en totalité cette allocation.

Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État

4. L'analyse de soutenabilité de la dette réalisée conjointement par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale a conclu que la Mongolie présentait un risque de surendettement modéré. Bien que la dette extérieure ait considérablement augmenté en 2009-2010, les perspectives devraient s'améliorer à moyen terme. Le FIDA a accordé deux prêts à la Mongolie depuis 1996 pour un total de 19,8 millions d'USD, et le service de la dette est assuré régulièrement.

Flux de fonds

5. Le prêt du FIDA et le don du Fonds spécial du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour les changements climatiques seront déposés sur deux comptes désignés distincts, qui seront tous deux administrés par l'unité de gestion du projet (UGP). Les fonds seront ensuite transférés sur les comptes d'exploitation du projet ouverts à cet effet par chacun des prestataires de services sous contrat.

Modalités de supervision

6. Le projet sera supervisé et le financement administré par le FIDA, en collaboration avec le FEM pour les activités financées par ce dernier.

Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA

7. Aucune dérogation n'est prévue.

Gouvernance

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) nomination d'un vérificateur externe des comptes indépendant ayant l'agrément du FIDA; et ii) indication, dans tous les accords d'exécution conclus avec les prestataires de services, des modalités applicables à la passation des marchés de fournitures, de travaux et de services. Les achats et l'attribution des contrats aux prestataires de services seront conformes aux Directives du FIDA concernant la passation des marchés.

C. Groupe cible et participation

Groupe cible

9. Le projet cible les hommes et les femmes appartenant à deux types de ménages: les ménages d'éleveurs nomades et les ménages sédentaires installés dans les *soum* (districts) et les *aimag* (provinces) de la zone du projet. Au moins 50% des ménages sélectionnés devraient avoir un revenu proche ou au-dessous du seuil de pauvreté; et les femmes représenteront au moins 50% des bénéficiaires. Le projet ciblera spécifiquement les ménages dont le chef est une femme et les ménages répertoriés par les autorités locales comme pauvres et vulnérables et figurant à ce titre sur les listes tenues au niveau des *bagh* (unités administratives locales) et des *soum*.

Méthode de ciblage

10. En application de la Politique du FIDA en matière de ciblage, l'approche retenue par le projet est axée sur la pauvreté et sur le statut des femmes: des objectifs prévoient spécifiquement d'inclure les segments les plus pauvres de la population et les femmes dans toutes les activités du projet. L'UGP contrôlera la réalisation de ces objectifs et s'assurera ainsi de l'application effective de cette approche.

Participation

11. Une dimension clé du projet est la participation active des bénéficiaires au développement des chaînes de valeur. Les activités de gestion des parcours seront essentiellement mises en œuvre par les groupes d'éleveurs, qui bénéficieront d'un soutien et d'un renforcement des capacités de la part du projet.

D. Objectifs de développement

Objectifs clés

12. L'objectif du projet en matière de développement est de réduire la pauvreté et d'améliorer les moyens de subsistance des ménages pauvres vivant du pastoralisme et des ménages sédentaires pauvres installés dans les *soum* et les *aimag* de la zone du projet. Cet objectif s'inscrit dans le droit fil des programmes relatifs à l'élevage et au développement des coopératives mis en œuvre par le Gouvernement de Mongolie.

Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions

13. Le projet renforcera le statut des groupements d'éleveurs en tant qu'institution fondamentale dans la gestion des parcours. Les activités du projet relatives à l'adaptation au changement climatique consisteront en diverses mesures pilotes et approches nouvelles de l'adaptation au changement climatique et de la gestion des risques relatifs au pastoralisme, qui alimenteront la formulation des politiques en cours dans ce domaine.

Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA

14. Le projet est conforme à la stratégie du FIDA pour la Mongolie. Il répond en outre pleinement à l'accent mis sur la gestion durable des ressources naturelles dans le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010. De plus, il se concentrera sur la gouvernance des ressources naturelles et veillera à la participation des pauvres à la gouvernance au travers de leur représentation dans les groupements d'éleveurs.

E. Harmonisation et alignement

Alignement sur les priorités nationales

15. Le projet s'inscrit pleinement dans la Stratégie de la Mongolie en faveur du développement agricole pour la période 2006-2016, qui vise à améliorer la compétitivité sur des marchés en évolution, à réduire la vulnérabilité aux risques et à assurer la durabilité des ressources du pays. Il correspond en outre au deuxième pilier du Programme national pour la sécurité alimentaire 2009-2016, qui a pour but de veiller à ce que la population dispose d'un approvisionnement stable en denrées alimentaires nutritives, sûres et accessibles, et d'accroître la proportion d'aliments ayant subi une transformation industrielle dans le total de la consommation.

Harmonisation avec les partenaires du développement

16. Le projet sera cofinancé par le Fonds spécial du FEM pour les changements climatiques. Au niveau opérationnel, il coopérera étroitement avec la deuxième phase du projet financé par la Banque mondiale en faveur de moyens de subsistance durables (SLP II) au niveau local, ainsi qu'avec le fonds de garantie des prêts pour le développement des marchés, qui sera géré par le Fonds de développement de la microfinance dans le cadre du SLP II. La composante de gestion des parcours élargira une approche pilote mise en œuvre avec succès dans le cadre d'un projet financé par la Direction du développement et de la coopération de la Suisse.

F. Composantes et catégories de dépenses

Principales composantes

17. Le projet comprend trois composantes: i) développement des marchés; ii) gestion des parcours et adaptation au changement climatique; et iii) gestion du projet et soutien aux politiques publiques.

Catégories de dépenses

18. Il y a huit catégories de dépenses: i) travaux de génie civil (3%); ii) véhicules et équipement (2%); iii) intrants (32%); iv) formation de groupes et dons en faveur du projet (8%); v) garantie des prêts (19%); vi) personnel, coûts d'exploitation et maintenance (11%); vii) gestion des chaînes de valeur (10%); et viii) prêts (15%).

G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats

Principaux partenaires d'exécution

19. Ce sont: i) le Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'industrie légère, l'organisme chef de file; ii) l'administration des *aïmag* et des *soum* dans la zone du projet; iii) le SLP II pour la gestion du fonds de garantie des prêts et le suivi sur le terrain; et iv) le Fonds spécial du FEM pour les activités d'adaptation au changement climatique.

Responsabilités en matière d'exécution

20. Le projet sera mis en œuvre sous la responsabilité générale du Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de l'industrie légère. Une UGP assurera la gestion courante et rendra compte au Secrétaire d'État de ce ministère. Le projet sera supervisé par un comité de pilotage présidé par le Ministère des finances. Pour promouvoir l'efficacité en fonction des coûts et la flexibilité, le projet adoptera une approche selon laquelle l'UGP sous-traitera l'exécution à des prestataires de services expérimentés et qualifiés; les principales responsabilités de l'UGP seront donc la planification, la supervision, la gestion financière et le suivi.

Rôle de l'assistance technique

21. L'assistance technique jouera un rôle important dans la mise en œuvre des activités du projet au travers de contrats passés avec des prestataires de services expérimentés et qualifiés, établis dans le pays. La priorité sera donc de mobiliser des capacités locales d'assistance technique; il ne sera fait appel à une assistance technique internationale qu'en cas de besoin, dans des domaines spécialisés tels que l'adaptation au changement climatique.

Situation des principaux accords d'exécution

22. Les principaux documents requis pour la mise en œuvre du projet sont les suivants: i) l'accord de financement du FIDA; et ii) les accords conclus avec le SLP II pour le suivi sur le terrain et avec le Fonds de développement de la microfinance pour la gestion du fonds de garantie des prêts, accords qui seront signés au démarrage du projet.

Principaux partenaires financiers et montants engagés

23. Le coût total du projet est de 18,4 millions d'USD sur cinq ans. Les sources de financement sont: le FIDA (63%); le Fonds spécial du FEM pour les changements climatiques (8%); le gouvernement (5%); les institutions financières participantes (15%); et les bénéficiaires (9%).

H. Avantages et justification économique et financière

Principales catégories d'avantages découlant du projet

24. Le développement des chaînes de valeur se traduira par une augmentation des revenus des producteurs, paysans et éleveurs pauvres, qui proviendra de l'amélioration de la qualité de leur production et d'un meilleur accès à des marchés intéressants grâce à la vente directe aux entreprises privées. Les groupes d'autoassistance soutiendront la mise en place de microentreprises au niveau des ménages. Une meilleure gestion des parcours et l'adaptation au changement climatique aboutiront à une gestion plus durable des ressources naturelles, qui permettra de stopper la dégradation des terres de parcours puis de stabiliser leur productivité. Les investissements réalisés contribueront à renforcer la résilience des systèmes d'élevage extensif face à l'instabilité croissante des conditions climatiques et à la fréquence accrue des calamités climatiques.

Viabilité économique et financière

25. L'analyse financière et économique du développement des chaînes de valeur fait apparaître un taux de rentabilité économique compris entre 21,6 et 23,4% sur 15 ans. Le développement de la gestion des parcours s'assortit d'un taux de

rentabilité interne de 16% sur 10 ans, avec une certaine sensibilité aux variations des prix au producteur et des coûts.

I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement

Modalités de gestion des savoirs

26. La gestion des savoirs portera avant tout sur les éléments innovants du projet. Trois ateliers de partage des savoirs seront organisés pour une large gamme de parties prenantes et présenteront des conclusions tirées des études d'impact et des études sur l'action publique relatives aux innovations. La documentation concernant les bonnes pratiques et des questions d'impact spécifiques fera l'objet d'une large diffusion. Des séances d'échange d'enseignements innovantes et dirigées par les communautés seront intégrées aux activités de renforcement des capacités pour les groupements d'éleveurs pendant toute la durée du projet. À l'échelle du pays, le projet participera activement à la coordination de la gestion des terres de pacage.

Innovations en matière de développement

27. Le projet suit une approche – le développement de chaînes de valeur en réponse à la demande – qui consiste à sélectionner des chaînes de valeur rentables en fonction de leurs aspects relatifs à la réduction de la pauvreté, à l'environnement et au statut des femmes. Au sein de telles chaînes de valeur, les acheteurs potentiels seront identifiés et invités dès le début à participer à la structuration de la chaîne de valeur d'une manière qui profite à la fois aux producteurs et aux acheteurs. Par ailleurs, au travers du fonds de garantie des prêts, le projet adopte une approche innovante de la mobilisation des liquidités existant dans le système bancaire.

Approche d'élargissement

28. La composante relative à la gestion des parcours élargira une approche pilote mise en œuvre avec succès dans le cadre d'un projet financé par la Direction du développement et de la coopération de la Suisse. Cette approche présente elle-même un potentiel d'élargissement à l'échelle nationale, possibilité qui sera étudiée pendant l'exécution du projet.

J. Principaux risques

Principaux risques et mesures d'atténuation

29. Le projet présente deux risques principaux: i) les calamités naturelles, qui ont déjà réduit de nombreux ménages pastoraux à la pauvreté et gravement restreint leurs moyens de subsistance et qui, du fait des changements climatiques, pourraient se produire plus fréquemment à l'avenir; et ii) des changements dans la politique gouvernementale de gestion des parcours dans un sens contraire aux concepts qui sous-tendent le projet. Les mesures d'atténuation prévues comprennent la réallocation des ressources du projet pour faire face aux situations d'urgence, et un certain degré de préparation à l'éventualité d'une révision de l'approche du projet en matière de gestion des parcours.

Classification environnementale

30. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B, car il ne devrait pas avoir d'effet préjudiciable important sur l'environnement.

K. Durabilité

31. Le projet soutiendra la création de groupements durables d'agriculteurs ou d'éleveurs qui soient parties prenantes dans les chaînes de valeur et les créneaux spécialisés, dans les petites entreprises et, au moyen de microfinancements, dans les microentreprises. D'ici à l'achèvement du projet, ces groupements auront la capacité institutionnelle et le savoir-faire techniques nécessaires pour poursuivre et développer leurs activités. En outre, ils disposeront d'un volume d'actifs et d'un historique de crédit qui leur permettront d'accéder à des sources de financement officielles sans nouvelle aide extérieure. Les entreprises publiques et privées auront

pu constater les avantages d'un achat direct de matières premières de qualité auprès des groupements d'éleveurs ou d'agriculteurs, et on prévoit que le modèle de la chaîne de valeur sera reproduit par d'autres entreprises sans soutien extérieur.

II. Instruments juridiques et autorité

32. Un accord de financement entre la Mongolie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
33. La Mongolie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
34. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

III. Recommandation

35. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la Mongolie un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à sept millions deux cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (7 250 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: “Project for Market and Pasture Management Development”

(Negotiations concluded on 20 April 2011)

Loan Number: _____

GEF Grant Number: _____

Project Title: Project for Market and Pasture Management Development (the “Project”)

The International Fund for Agricultural Development (the “Fund” or “IFAD”)

and

Mongolia (the “Borrower/Recipient”)

(each a “Party” and both of them collectively the “Parties”)

WHEREAS the Fund has agreed to provide financing in the form of a Loan to support the Borrower/Recipient’s Project; and

WHEREAS the Global Environment Facility (GEF) through its Special Climate Change Fund (SCCF) will provide an additional grant to the Fund (the “GEF Grant”) of approximately one million and five hundred thousand United States dollars (USD 1 500 000) equivalent to finance the implementation of the Project’s activities related to adaptation to climate change;

NOW THEREFORE, on the basis of the above and other considerations, the Fund has agreed to make available to the Borrower/Recipient the Loan and the GEF Grant to the extent that the GEF grant is made available to the Fund, and the Parties hereby agree as well as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund’s General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as amended in September 2010, (the “General Conditions”) are annexed to this Agreement, and all provisions thereof, as may be amended from time to time, shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a GEF grant to the Borrower/Recipient (the “Financing”), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

- 1 A. The amount of the Loan is seven million and two hundred fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 7 250 000), equivalent to approximately eleven million and five hundred thousand United States dollars (USD 11 500 000) at the time of the initialization of this Agreement in April 2011.

- B. The amount of the GEF Grant is one million five hundred thousand United States dollars (USD 1 500 000).
- C. Amounts received from the GEF to be used for the Project shall be credited to the GEF grant account as they are received by the Fund. The Fund shall be under no obligation to provide any amount of the GEF grant to the Borrower/Recipient until it has received such amount from GEF.
2. The Loan is granted on highly concessional terms.
 3. The Loan Service Payment Currency shall be the USD.
 4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
 5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 1 March and 1 September with payments of principal commencing on 1 September 2021 and ending on 1 March 2051.
 6. There shall be a designated account in a bank acceptable to the Fund denominated in USD for the purpose of receiving funds in advance from the IFAD Loan. The IFAD Designated Account shall be operated by the Project Manager.
 7. There shall be a designated account in a bank acceptable to the Fund denominated in USD for the purpose of receiving funds in advance from the GEF Grant. The GEF Designated Account shall be operated by the Project Manager.
 8. There shall be 2 Project Accounts opened by the implementing agencies in local currency for Project operations, in commercial banks satisfactory to IFAD. One will receive resources from the GEF designated account, the other will receive resources from the IFAD designated account.
 9. The Borrower/Recipient shall exempt all duties and taxes associated with the Project.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Borrower/Recipient's Ministry of Food, Agriculture and Light Industries (MOFALI).
2. For the purpose of the General Conditions, the implementing agencies for this Project are additional Project Parties.
3. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund in collaboration with the GEF for the activities financed by the GEF Grant.

Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) the Project key staff such as project manager, project accountant and procurement officer shall have been duly appointed in accordance with this Agreement and shall have taken office;
 - (b) the Designated accounts and the Project accounts shall have been opened;
 - (c) the Project Steering Committee shall have been established.
2. The following is designated as additional specific condition precedent to withdrawal under category V (loan guarantees) from the Loan: the Loan Guarantee Fund Board has been established and the Loan Guarantee Operational Manual has been approved by IFAD.
3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.
4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

(Name)
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Borrower/Recipient:

(Name)

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower/Recipient.

For the Fund
(insert name and title)

For the Borrower/Recipient
(insert name and title)

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The project target group will include women and men from herder households and from Soum and Aimag centre households; and female headed households and households classified by the local government as poor and vulnerable in the lists at Bagh and Soum level, in the Aimag of Huskhul, Arhangai, Bulgan, Henti and Gobi-Altai (the "Project area").
2. *Goal.* The goal of the Project is to contribute to empower poor rural women and men to achieve higher incomes and sustainable improvements in their livelihoods.
3. *Objectives.* The objective of the Project is to reduce poverty, improve livelihoods of poor herder and Soum and Aimag centre households in the project area, which is in line with the Mongolian Government's "Mongol Livestock" and "Cooperative Development" programmes.
4. *Components.* The Project shall consist of the following Components: (a) Market development; (b) Pasture management and climate change adaptation; and (c) Project management and policy support.

4.1 Market development. The component will promote poverty reduction and livelihood improvement through economic development at two different levels. It thus consists of two main activities: (a) value chain development, and (b) small enterprise development.

4.1.1 Value chain development. The project approach in a given value chain will be to identify demand first and then link it to herders' cooperatives and producer groups, selling quality output on the basis of a medium-long term commercial agreement. Main activities will include the following: selection of value chains and/or commodities which can be produced profitably and in a sustainable manner, identification of private and/or public enterprise, herders' cooperatives and producer groups for the development of the priority value chains, establishment with project support, of a draft business plan by the selected companies including an investment plan, consultation with potential producers on the basis of the draft business and investment plan, review of the proposed production, quality and marketing modalities as well as the premium pricing mechanism, finalisation of the business and investment plans. In order to enable poor herders to benefit from and participate in value chain, the project will support the establishment of voluntary micro-finance Self Help Groups (SHGs) and develop SHGs as a cooperative. Joint liability Self Help Groups, will be eligible for group loans for micro-enterprise development. Loans will be disbursed by selected PFIs from their own resources under an agreement with the microfinance development Fund (MDF). The component will where relevant support the implementation of the Mongolian Government's "Mongol Livestock" and "Cooperative Development" programmes and its measures, undertaken to develop agricultural commodity exchange in context of their general goals.

4.1.2 Small enterprise development. The Project will determine the feasibility of establishing local small scale processing units at the level of two or three Soums. Investments may include e.g. vegetables processing, milk collection, powder milk production, slaughter house and meat processing, or any other such activity. Investment in economic diversification such as in services and tourism inter alia, may also be considered. Investments will be undertaken jointly by producer groups and private buying companies.

Loan guarantees. The loan financing for the above activities will be provided by Participating Financial Institutions (PFIs) using their own resources. The project will guarantee those loans at levels varying from 50% to 80% of their value. To support its guarantees, the Project will establish a Loan Guarantee Fund. The Operation of the Loan Guarantee Fund will be overseen by a Loan Guarantee Fund Board, which will be composed of members of the already established Micro-Finance Board, but also of representatives of MOFALI and the PMU. A Loan Guarantee Operational Manual will be prepared by the project and approved by IFAD prior to disbursements under this component. Changes to the Loan Guarantee Operational Manual will only be made with IFAD's prior approval.

4.2 Pasture management and climate change adaptation. The component will consist of two sub-components: (a) Pasture management, and (b) Climate change adaptation.

4.2.1 Pasture management. The focus of the project would be on building sustainable community organizations that promote sustainable pasture use and equity through inclusive approaches and socially responsible practices. The project will support the participatory definition of geographic Pasture Units and their approval by the *Soum* administration, and the establishment, registration and training of about 135 Pasture Herder Groups (PHG). Existing PHGs, established under the previous projects will be prioritized for cooperation and support under this component. A three-year Pasture Management Plan and annual activity plans will be drawn up by each PHG in a participatory manner.

4.2.2 Climate change adaptation. This sub-component will be co-funded by the GEF Grant and will provide the resources for implementation of the pasture management plans of PHGs and of specific measures to increase the capacity and resilience of herders to cope with climate change impacts and manage pastoral risks. Specific investments identified in the pasture management plans will include collective activities such as: construction of new shallow wells for livestock watering (to extend access to grazing areas), fencing of hayfields for winter pasture conservation and fodder preparation, construction of winter shelters for livestock, and fencing of wetlands and water sources to protect from degradation by overgrazing and trampling. The project will support measures to increase the capacity of PHG communities to adapt to climate change and manage pastoral risk. Implementation of the whole component will be contracted out to an experienced and qualified NGO or consortium of NGOs.

4.3 Project management and policy support. The project will be implemented under the responsibility of the Ministry of Food, Agriculture and Light Industries (MOFALI). A Steering Committee, chaired by the Ministry of Finance will be established. A Project Management Unit (PMU) will be established, reporting to the State Secretary of MOFALI. It will be staffed by a Project Manager, an Economist, a Socio-economic and gender specialist, an Accountant, a Monitoring and Evaluation officer, a Secretary and a Driver. The PMU will outsource the implementation to experienced and qualified service providers. Its main responsibilities thus will be in planning, supervision, financial management and monitoring. At the beginning of the project, consultant support will be mobilised to establish an appropriate Monitoring & Evaluation system.

II. Implementation arrangements

5. *Lead Project Agency.* The Ministry of Food, Agriculture and Light Industries (MOFALI) shall be the Lead Project Agency and shall have overall responsibility for Project implementation.

6. *Project Steering Committee.* The overall authority of the project will be vested in the Project Steering Committee (PSC). The Chair of the Committee will be held by a representative of the Ministry of Finance, members will include representatives of the MOFALI, the National Development and Innovation Committee, the Bank of Mongolia, and the Ministry of Nature, Environment and Tourism, and representatives of NGOs (the latter as observer). The Project Manager will act as the Secretary of the PSC. The PSC will meet at least twice per year.

The Steering Committee will review and approve the project's AWPB, It will review and approve the Annual report and the annual Financial Statements before auditing. It will review and approve the Implementation Agreements with the respective service providers prior to obtaining no-objections from IFAD, and will review and approve Value Chain business plans and investment plans as well as the small enterprise investment plans. It will provide policy advice on request of the Project Manager, any time a policy issue comes up during implementation. The PSC will not be involved in day-to-day executive matters.

7. *Project Management Unit (PMU).* The project's executive responsibility is vested in the Project Management Unit. The Project Manager is the head of the Unit, applying the project strategy of outsourcing the implementation to experienced and reputable service providers on the basis of approved AWPBs. The Project Manager will be recruited through a competitive process and after obtaining IFAD's no objection. The PMU will be responsible for planning and budgeting, contracting of service providers, contract supervision, financial management and Monitoring & Evaluation.

8. *Annual Work Plan and Budget.* Separate AWPB will be prepared for IFAD and for GEF expenditures.

9. *Procurement.* Modalities for the procurement will be specified in each of the Implementation agreements.

10. *Implementation strategy.* The project strategy is to outsource implementation to experienced and reputable service providers. Activities under the market development component will be contracted out to experienced and reputable service providers (implementing agencies), such as national NGOs, international NGOs with a presence in Mongolia, Business Development Services, and National Consultant firms. The implementation of the guarantees and the microfinance sub-component will be entrusted to the MDF. The implementation of the Pasture management and climate change component will be assigned to an experienced and reputable service provider also. An Implementation Agreement will be signed between each service provider and the PMU for the outsourcing of implementation activities/components. Before concluding the said agreements, the IFAD no objection must be obtained. Service providers will be selected through competitive bidding preceded by a pre-qualification process.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan and GEF grant Proceeds.* The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and GEF grant proceeds and the allocation of the amounts of the Loan and GEF grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Part A

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	% of Eligible Expenditures to be Financed
I. Civil works	320 000	100% net of taxes
II. Vehicles, equipment	170 000	100% net of taxes
III. Inputs		
a. Tools, materials	1 030 000	100% net of taxes
b. Economic Development Costs	1 200 000	100% net of taxes
IV. Group formation & Project Grants	780 000	100% net of taxes
V. Loan guarantees	1 930 000	100% net of taxes
VI. Field & Management staff, operating costs and maintenance	1 100 000	100% net of taxes
Unallocated	720 000	
Total	7 250 000	

Part B

Category	GEF Grant Amount Allocated (expressed in USD)	% of Eligible Expenditures to be Financed
II. Vehicles, equipment	60 000	100% net of taxes
III. Inputs		
a. Tools, materials, inputs	340 000	100% net of taxes
b. Economic Development Costs	930 000	100% net of taxes
VI. Field & Management staff, operating costs and maintenance	22 000	100% net of taxes
Unallocated	148 000	
Total	1 500 000	

Key reference documents

Agriculture Sector Development Strategy 2006-2015

National Programme for Food Security 2009-2016

IFAD reference documents

Mongolia Strategy and Inception Report (2007)

IFAD Strategic Framework 2007-2010

IFAD Climate Change Strategy

Project design document (PDD) and key files

Administrative Procedures on Environmental Assessment

Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
Development Objective			
Reduce poverty and improve livelihoods of poor herder households in the project area	- Improvements in household assets ownership index and in household income	- Baseline and completion impact surveys (including RIMS)	- Major shocks which could weaken project effects do not occur; or are sufficiently mitigated
Immediate Objectives			
<ul style="list-style-type: none"> • Members of herder groups earn premium incomes through direct sales • Pilot small enterprises have been established • Joint liability groups, mostly with women, use micro-finance to diversify economic activities 	- Improvement in household income from livestock and/or crops by 20%; - About 500 households involved as suppliers to pilot small enterprises - about 550 Self Help Groups properly functioning	- Value chain feasibility analysis - Small enterprise feasibility studies - MDF progress reports - Project progress reports - Project M&E reports - Supervision reports	- Macro-economic stability and growth - Effective poverty-reduction policies - Monetary policies contain inflation at single digit levels.
Pasture Herders Groups plan and manage livestock and pastures in a more sustainable manner	- Local governments formally recognize pasture unit boundaries and pasture management plans.	- Baseline and completion impact surveys, Pasture Herder Group's monitoring reports	- Government support policies remain in place
Outputs			
Value chain development	- 100 value chains supported and effectively operating	- Companies' annual reports - Project progress reports	- Steady economic growth
Small enterprise development	- 5 pilot enterprises established	- Project progress reports	- Steady economic growth
Micro-enterprise development	- 600 Self Help Groups established	- Project progress reports	- Steady economic growth
Loan Guarantee scheme	- Amount of guarantees disbursed - Amount of actual risk funds called	- Project progress reports	- Financial sector recovers fully
Effective pasture management organizations created and management plans approved	- At least 115 Pasture Units and Pasture Herder Groups established.	- Pasture management plans - PHG Certificates and contracts	- Continued (local) government support for the implementation of the Land Law
Investments completed in activities identified in the Pasture Management Plans	- At least 80% of PU pasture land under improved management practices	PHG annual implementation review reports – consolidated by service provider	- Continued (local) government support for the implementation of the Land Law - Adoption of the Pasture Law
Knowledge of herders and local government to adapt to climate change increased	- 80% of members of PHG's trained in improved pasture management practices	- Implementation progress reports by service provider	